

Une école européenne dédiée à l'intelligence économique

L'École européenne d'intelligence économique (EEIE), qui s'ouvre à Versailles, considère l'information comme la matière première de l'entreprise. Sa création montre combien l'intelligence économique, qui n'est pas de l'espionnage, est en train de devenir une préoccupation majeure.

L'intelligence économique est un domaine où la France est en retard, notamment sur le plan de la formation, comparée en particulier aux États-Unis ou au Japon. Mais qu'est-ce que l'intelligence économique ? « C'est considérer l'information comme la matière première de l'entreprise et la traiter en conséquence. Être intelligent économiquement, c'est, par exemple, mettre le patrimoine de l'entreprise sous protection », explique Benoît de Saint-Sernin, directeur de la nouvelle École européenne d'intelligence économique (EEIE). Avec Frédéric Leclerc, qui occupe le poste de directeur du programme pédagogique, cet ancien cofondateur de l'École de guerre économique (EGE) s'est installé dans les murs de l'hôtel de Madame de Pompadour, annexe du château de Versailles, le 11 octobre dernier pour accueillir sa première promotion. L'EEIE est composée d'une vingtaine d'élèves qui vont suivre pendant dix mois une formation de type troisième cycle sur l'intelligence économique.

Une première en France

« Cette école est d'un genre nouveau, à mi-chemin entre une école et un cabinet de conseil de nouvelle génération, poursuit Benoît de Saint-Sernin. C'est par ailleurs la seule école européenne de ce type, et nous affichons clairement notre ambition. » L'EEIE



Benoît de Saint-Sernin, directeur de l'École européenne de l'intelligence économique. « L'intelligence économique couvre de nombreuses matières et ne peut être traitée en quelques modules complémentaires d'une formation généraliste. Il fallait une école européenne dédiée à ce sujet. »

suit la réglementation européenne de l'ECTS (*European credit transfer system*) pour la reconnaissance du diplôme au niveau européen. L'ouverture d'une filiale à Bruxelles est prévue pour septembre de l'année prochaine.

Si d'autres écoles ou universités proposent quelques modules ou heures de cours sur l'intelligence économique, « cette notion englobe de nombreuses matières et mérite un traitement complet », estime le

directeur. Les élèves suivent des cours le lundi toute la journée, et le mardi et mercredi matin. Le reste du temps, ils travaillent sur des cas concrets commandités par des entreprises. Les frais de scolarité s'élèvent à 9 300 €, mais les élèves sont rémunérés 300 € par mois pendant quatre mois au minimum. Ils travaillent sur des missions réelles pour les entreprises, en liaison avec le corps professoral. Les enseignants et

les intervenants ponctuels comptent quelques personnalités reconnues. Ainsi Alain Juillet, haut responsable chargé de l'intelligence économique au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), et ancien directeur du renseignement à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), fera quelques conférences, et l'amiral Pierre Lacoste, président de la Fédération des professionnels de l'intelligence économique (FEPIE), ancien directeur de la DGSE, dispensera des cours de géopolitique.

Personnalités reconnues

On retrouve également Didier Lallemand, haut fonctionnaire de défense au ministère de l'Économie; François Jakobiak, qui a participé à la commission Martre; et Bernard Besson, contrôleur général de la police nationale, chargé de mission auprès du haut responsable à l'intelligence économique, qui enseigne à l'université de Marne-la-Vallée et au Ceram de Nice.

L'EEIE se veut très pragmatique et fait appel à deux coaches (Catherine Pompei, d'Active Placement, et Maggie Roussel, de Symatop) pour aider les futurs diplômés dans leur recherche d'emploi. Trois chasseurs de tête sont aussi impliqués dans le processus. Chaque élève disposera de six heures d'entretiens personnalisés avec un spécialiste du recrutement. ■

OLIVIER MÉNAGER

Mode d'emploi

Pour postuler à l'EEIE il faut être titulaire d'un diplôme Bac + 4 ou 5 (écoles de commerce ou d'ingénieurs). Même si l'anglais est une des langues de travail, l'étudiant doit disposer d'un niveau de français suffisant pour suivre les cours. Le module d'enseignement de méthodologie est constitué de quatre cents heures, le module professionnalisant de mille deux

cents heures. Sans oublier un module d'aide à l'embauche de quarante-cinq heures. Pour la première promotion, constituée d'une vingtaine d'élèves, un étudiant sur cinq a été retenu. Le nombre maximal de places est de quarante-cinq. La prochaine rentrée pour des cadres en activité souhaitant une formation à temps partiel devrait débuter en l'an prochain.